

Point de vue

PPC : le Congrès des contradictions et des blocages

Par DY KARETH

Un événement rarissime : le Congrès dit "extraordinaire" du PPC du 30 janvier 2015 montrant publiquement les tourmentes qui ont agité ce parti depuis ses catastrophiques résultats électoraux de juillet 2013. Il a confirmé aussi la rumeur que, immédiatement après ces élections, Hun Sen ait été "prié" par les siens de quitter le Gouvernement, pour cette raison : il avait été personnellement bien battu dans sa circonscription de Kandal, comme à son lieu de travail de Phnom-Penh et dans sa province natale de Kampong Cham. Le second volet du Congrès a été une tentative de restructuration du Parti, en vue de redonner des couleurs à ce dernier aux prochaines élections de 2017 et de 2018.

Les congressistes - du moins, les opposants à Hun Sen - ont affirmé, dans un rapport de 26 pages, que les causes innombrables de leurs désastreux résultats de juillet 2013 étaient d'abord **"la corruption, le népotisme, l'abus de pouvoir, la perte de confiance (des citoyens) dans le système judiciaire, le peu d'efficacité de l'application des lois, les mauvais fonctionnements des services publics, l'accaparement des terres des gens, la déforestation, les questions de frontières et de l'immigration (viêt), ..."** Le Parti est donc condamné et doit être changé de fond en comble ! Or, l'on a annoncé seulement que des "réformes" seront faites "dans les cinq ans à venir" pour éradiquer tous ces maux. En attendant des résultats, l'on se garde d'annoncer d'avance, comme à l'accoutumé, la candidature de Hun Sen pour un nouveau mandat de Premier ministre.

Mais, le PPC, avec ses structures gouvernementales, héritées de l'Occupation vietnamienne, donnant un maximum d'"autonomie", plutôt anarchique, aux divers ministères et administrations provinciales, est-il lui-même "réformable" ? D'ailleurs, l'abus de pouvoir, la corruption, les trafics de drogues, l'accaparement des terres ou la déforestation ont été, selon les observateurs internationaux, les hautes œuvres des généraux de l'Armée et de la Police. Osera-t-on les "réformer" ? Et, comment empêcher l'invasion des colons viêts, alors que le PPC a bien signé des accords avec Hanoi dans les années 1980 pour leur accueil plus que "fraternel" au Cambodge ?

En fait, s' ils se reconnaissent amèrement responsables de la défaite du Parti, ils n'en trouvent aucun coupable à sanctionner, car ils sont bloqués au respect de la règle de "continuité" dans le Parti, selon laquelle les grands chefs sont immuables jusqu'à leur dernier souffle. Ainsi, pour "refaire" le Parti, ils ont décidé que les "anciens", pour leurs "grandes expériences", restent à leur place, et que le Comité central du Parti "s'enrichisse" de 306 titulaires supplémentaires, pour faire un total de 545 membres (1). Dans les nouvelles recrues, il y a des "jeunes" choisis parmi les enfants de Hun Sen et ceux des autres gros bonnets du Parti (pour ne pas faire des jaloux), avec mission "d'attirer le soutien de la jeunesse" au Parti, ainsi que

des chefs de la Police et de l'Armée qui se sont "illustrés" dans la répression sauvage de ces derniers temps des opposants, des ouvriers et des paysans.

Faute de pouvoir changer quoi que ce soit, il ne leur reste, logiquement, que le durcissement de leur régime dictatorial, à la mesure des contestations populaires de plus en plus étendues. Le PSNC, clairement accusé de "fauteur de troubles", sinon de "provocateurs d'insurrections", est dans leur collimateur. Des menaces, des interdictions, des emprisonnements arbitraires vont sûrement s'exercer sur tous les dirigeants et militants de l'Opposition, jusque dans les villages jugés "rebelles". Encouragés par Hanoi et attirés par le modèle du coup d'Etat des Généraux thaïs, faisant fi de la désapprobation internationale, ils poussent visiblement vers la militarisation de leur régime. Tea Banh, ministre de la Défense, n'a pas hésité à appeler ses soldats "à arrêter et à amener pour interrogatoire" les opposants qui critiquent "à tort" le Gouvernement et veulent le changer. Sao Sokha, chef de la Police militaire, a rappelé à ses officiers la méthode d'Hitler qu'il a utilisée, avec "l'accord du chef du Gouvernement", pour "détruire" les manifestants par les armes. D'ailleurs, Hun Sen a réclamé que l'Armée puisse participer activement à ses prochaines campagnes électorales...

Cependant, ils rééditent leur respect des accords du 22 juillet 2014 avec le PSNC, ainsi que leur attachement à la "culture du dialogue". Soyons réalistes : quel dialogue pouvez-vous avoir avec quelqu'un qui ne pense qu'à vous détruire et vous dévorer ? On sait quels résultats ont été, en leur temps, pour le feu Roi Norodom Sihanouk et pour son fils Ranariddh de leur "dialogue" respectif avec Hun Sen. Ce dernier, d'ailleurs, vient de confirmer récemment que la "culture du dialogue" sert avant tout à museler toutes critiques publiques de l'Opposition contre lui, donc de maintenir secrets et impunis la politique et les agissements criminels de son régime et d'empêcher, en fin de compte, toutes protestations des citoyens contre les abus de pouvoir des puissants en place. A moins d'une "révolution" interne, le PPC ne changera pas, et la situation s'envenimera.

La nature de la politique est l'affrontement. Hun Sen, aux abois, tentera de nouvelles violences pour survivre. Les opposants et le peuple khmer doivent prévoir divers moyens de se défendre, car il leur faut tenir leurs revendications légitimes. Sans rien céder.

DK

Le 04 février 2015

(1) en 2015, le Comité central du Parti Communiste Vietnamien ne se compose que de 197 membres et suppléants, alors qu'il compte plus de 3,6 millions d'adhérents.